

SD/LV/SB - 2025/555/AT
DOCUMENTS/ARRÊTÉS/2025/ARRETES/TEMPORAIRES/CIRCULATION/TRAVAUX/R-S/
585SMTPRUECLERCS+PARKINGARRIÈRESP(TVXASSAINISSEMENT).DOC

LE MAIRE DE MONTBRISON

- VU le code de la route,
- VU le code pénal et son article R 610-5,
- VU les articles L 2212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté de circulation urbaine du 26 janvier 1981,
- VU les arrêtés municipaux, temporaires et permanents, postérieurs à l'arrêté municipal de circulation urbaine précité, réglementant la circulation et le stationnement sur l'agglomération, et notamment les arrêtés municipaux du 30 mars 1999 et 6 mai 1999 portant réglementation permanente de circulation rue des Parrocels, ainsi que l'arrêté municipal en date du 17 janvier 2001 portant réglementation permanente du stationnement rue des Parrocels à hauteur du n° 2,
- VU la délibération du conseil municipal en date du 19 décembre 2024 fixant les tarifs municipaux pour l'année 2025,
- VU l'arrêté municipal 2025/480/AT en date du 25 juin 2025 délivré à l'entreprise SMTP, représentée par Monsieur Pascal BOUCHET, domiciliée à MONTBRISON (42600) 11 boulevard des Entreprises - ZI de Vaure, pour la réalisation de travaux sur le réseau d'assainissement rue de la Préfecture pour le compte de Loire-Forez agglomération / assainissement du 7 au 25 juillet 2025,
- CONSIDÉRANT que lesdits travaux nécessitent des interventions de l'entreprise sur la rue des Clercs et sur le parking arrière de la Sous-Préfecture, côté rue du Palais de Justice,
- CONSIDÉRANT que ces travaux ne peuvent être réalisés sans modifier les conditions de stationnement et/ou de circulation dans ces rues,
- CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire de prendre les mesures nécessaires pour la sécurité des piétons et véhicules circulant sur le territoire communal,

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'entreprise SMTP sera autorisée à occuper le domaine public et à modifier les conditions de circulation et/ou de stationnement dans le cadre des travaux précités suivant les prescriptions du présent arrêté municipal et de son donneur d'ordre.

ARTICLE 2 : PARKING PUBLIC DERRIERE LA SOUS-PREFECTURE - côté rue du Palais de Justice

2-1 CIRCULATION

- L'accès au parking sera interdit à tous véhicules sauf police, secours, entreprise et riverains en accord avec le conducteur de chantier.

2-2 OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC / STATIONNEMENT

- Les emplacements de stationnement compris dans l'emprise de chantier et/ou existants dans la rue seront neutralisés et inaccessibles à tous véhicules durant les travaux, sauf entreprise.
- L'emprise de chantier sera matérialisée par barrières type HERAS.
- Si possible, un cheminement piéton sera matérialisé, notamment pour l'accès à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et la Maison des Permanences.



ARTICLE 3 : RUE DES CLERCS- partie basse côté rue des Arches

3-1 STATIONNEMENT

- Il sera interdit sur la partie basse de la rue.
- La zone de chantier, interdite au stationnement, sera matérialisée par l'entreprise.

ARTICLE 4 : SECURITE ET SIGNALÉTIQUE

4-1- SIGNALÉTIQUE

- La signalisation sera mise en place par l'entreprise SMTP, au minimum 48 heures auparavant pour information préalable aux usagers du domaine public.
- Un panneau indiquant les coordonnées du ou des personnes responsables du chantier devra être affiché en permanence sur place (Pascal BOUCHET / 06 87 74 96 93 ou Pierre-Emmanuel GUILLIN - LFa / 06 72 80 08 35) ainsi que le présent arrêté municipal.

4-2 - SECURITE

- Le chantier sera interdit au public et l'entreprise SMTP mettra en place un périmètre de sécurité.
- L'entreprise SMTP ou son donneur d'ordre fera son affaire pour l'information des riverains, organismes publics et commerçants du secteur.
- Le chantier devra être dûment signalé jour et nuit par signalisation lumineuse.

ARTICLE 5 : DUREE DES DISPOSITIONS

- Les présentes dispositions seront effectives 2 JOURS à compter du VENDREDI 18 JUILLET 2025 à 7 heures jusqu'au JEUDI 31 JUILLET 2025 à 18 heures.
- En cas de dépassement de délais, l'entreprise SMTP sollicitera une prorogation d'autorisation.
- L'entreprise SMTP s'engage à rétablir les conditions normales de stationnement et de circulation dès que l'avancée du chantier le permettra et fera son possible pour libérer le domaine public le plus rapidement possible.
- En cas d'interruption de longue durée du chantier, le domaine public sera rendu à son utilisation première.

ARTICLE 6 : AFFICHAGE REGLEMENTAIRE

Le présent arrêté municipal devra être affiché sur place.

ARTICLE 7 : REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

- Le pétitionnaire devra s'acquitter des droits d'occupation du domaine public en vigueur à la date de la réalisation des travaux (2,90 euros / m² / mois entamé).
- Compte-tenu de la réalisation de ces travaux pour le compte de Loire-Foréz agglomération, il ne sera pas perçu de redevance d'occupation du domaine public.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

- Les contrevenants au présent arrêté municipal seront verbalisés et leurs véhicules pourront être mis en fourrière.

ARTICLE 9 : RECOURS

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de LYON dans un délai de 2 mois à compter de sa notification par voie postale ou internet.

ARTICLE 10 : PUBLICATION

Le présent arrêté municipal sera publié sur le site internet de la ville à compter du 17/07/25.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur général des services, Madame la Lieutenante commandant la brigade de Gendarmerie de Montbrison, et Monsieur le chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le chef de la Police Municipale,
- Ambulances ALLIANCE,
- Le centre de secours,
- SMTP / contact@smtp42.fr ; joris.ferratton@smtp42.fr
- Pôle CTM / Espace public,
- LFa/ Bureau d'études / pierreemmanuelguillin@loireforez.fr,
- LFa/assainissement / assainissement@loireforez.fr,
- LFa / voirie éclairage/ voirie-eclairage@loireforez.fr
- LFa / OM et TRI / orduresmenageres@loireforez.fr,
- Association MontbrisonMesBoutik,
- Direction des Affaires Générales/ recueil des actes administratifs,
- La Presse.

Le 17 juillet 2025



Pour Monsieur le Maire,
Luc VERICEL
Conseiller municipal délégué

2025/555/AT
585SMTPRUECLERCS+PARKINGARRIERESP(TVXASSAINISSEMENT)



